

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 C 00254

Numéro SIREN : 313 104 572

Nom ou dénomination : COGELEX

Ce dépôt a été enregistré le 24/11/2021 sous le numéro de dépôt 65387



**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# G.I.E. COGELEX

## *Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

Exercice clos le 31 décembre 2020

G.I.E COGELEX

204 Rond-Point du Pont De Sèvres - 92100 Boulogne-Billancourt

*Ce rapport contient 29 pages*

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles.

Siège social :  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €. Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **G.I.E. COGELEX**

Siège social : 204 Rond-Point du Pont De Sèvres - 92100 Boulogne-Billancourt  
Capital social : € 15 245

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée des membres du G.I.E. COGELEX,

### **Opinion**

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du G.I.E. COGELEX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du G.I.E. à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### Contrats de longue durée

Le G.I.E. COGELEX constate le chiffre d'affaires et le résultat sur les contrats de longue durée selon les modalités décrites dans le paragraphe « Reconnaissance des transactions réalisées par la société mère au titre de ses contrats commerciaux » de la note 3 « Modes et méthodes appliqués aux différents postes de bilan et du compte de résultat » de l'annexe aux états financiers. Ce chiffre d'affaires et le résultat sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les responsables de projets.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par le G.I.E. COGELEX et à examiner le processus d'approbation de ces estimations mis en place par le G.I.E. COGELEX.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de l'Administrateur unique et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous ont été adressés.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de l'Administrateur unique n'inclut pas les informations relatives aux délais de paiement clients et fournisseurs intra-groupe prévus par cet article.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du G.I.E. COGELEX à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le G.I.E. COGELEX ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Administrateur unique.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du G.I.E. Cogelex.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du G.I.E. à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, 19 octobre 2021

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Philippe Grandclerc  
*Associé*

## **COMPTES ANNUELS**

**Société : COGELEX (GIE)**

**Forme juridique : GIE**

**Siège social : 204 Rond-Point du Pont de Sevres 92100 Boulogne-Billancourt**

**Date de clôture : 31/12/2020**

|   |    |
|---|----|
| COMPTES ANNUELS.....  | 1  |
| Bilan actif.....  | 3  |
| Bilan passif.....   | 4  |
| Compte de résultat.....   | 5  |
| Note 1 - Evenements majeurs de l'exercice.....  | 7  |
| Note 2 - Description des méthodes comptables.....   | 7  |
| Note 3 - Modes et méthodes appliqués aux différents postes de bilan et du compte de résultat..... | 8  |
| Note 4 - Répartition du chiffre d'affaires par destination.....                                   | 13 |
| Note 5 - Résultat financier.....  | 13 |
| Note 6 - Résultat exceptionnel.....   | 14 |
| Note 7 - Impôts sur les bénéfices.....  | 14 |
| Note 8 - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières.....                           | 15 |
| Note 9 - Stocks et en cours.....  | 16 |
| Note 10 - Créances clients et comptes rattachés et autres créances.....                           | 17 |
| Note 11 - Echancier des créances.....   | 17 |
| Note 12 – Disponibilités.....   | 18 |
| Note 13 - Capitaux propres.....   | 18 |
| Note 14 - Provisions pour risques et charges et dépréciations.....                                | 20 |
| Note 15 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....   | 21 |
| Note 16 - Echancier des dettes.....   | 21 |
| Note 17- Effectifs.....   | 22 |
| Note 18 - Instruments financiers de couverture.....   | 22 |
| Note 19 - Engagements hors bilan.....   | 23 |
| Note 20 - Montants des opérations avec des entreprises liées.....                                 | 23 |
| Note 21 - Montants des honoraires des CAC figurant au compte de résultat.....                     | 23 |
| Note 22 - Evénements postérieurs à la clôture.....  | 24 |



## Bilan actif

| BILAN-ACTIF   | Exercice N         |                  |                    | Exercice N-1       |
|---|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|
|   | Brut               | Amortissements   | Net                | Net                |
| Capital souscrit non appelé (I)                             |                    |                  |                    |                    |
| Frais d'établissement                                       |                    |                  |                    |                    |
| Frais de développement                                      |                    |                  |                    |                    |
| Concessions, brevets et droits similaires                   |                    |                  |                    |                    |
| Fonds commercial  |                    |                  |                    |                    |
| Autres immobilisations incorporelles                        |                    |                  |                    |                    |
| Avances sur immobilisations incorporelles                   |                    |                  |                    |                    |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles</b>                  |                    |                  |                    |                    |
| Terrains  |                    |                  |                    |                    |
| Constructions   | 965 390            | 954 574          | 10 816             | 12 794             |
| Installations techniques, matériel                          | 1 420 758          | 1 130 963        | 289 795            | 406 327            |
| Autres immobilisations corporelles                          | 480 749            | 464 068          | 16 681             | 33 551             |
| Immobilisations en cours                                    |                    |                  |                    |                    |
| Avances et acomptes   |                    |                  |                    |                    |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles</b>                    | <b>2 866 897</b>   | <b>2 549 605</b> | <b>317 293</b>     | <b>452 671</b>     |
| Participations selon la méthode de meq                      |                    |                  |                    |                    |
| Autres participations                                       |                    |                  |                    |                    |
| Créances rattachées à des participations                    |                    |                  |                    |                    |
| Autres titres immobilisés                                   |                    |                  |                    |                    |
| Prêts   |                    |                  |                    |                    |
| Autres immobilisations financières                          | 101 936            |                  | 101 936            | 73 391             |
| <b>TOTAL immobilisations financières</b>                    | <b>101 936</b>     |                  | <b>101 936</b>     | <b>73 391</b>      |
| <b>Total Actif Immobilisé (II)</b>                          | <b>2 968 833</b>   | <b>2 549 605</b> | <b>419 228</b>     | <b>526 062</b>     |
| Matières premières, approvisionnements                      | 1 367              |                  | 1 367              |                    |
| En cours de production de biens                             | 1 695 925          |                  | 1 695 925          | 1 833 952          |
| En cours de production de services                          |                    |                  |                    |                    |
| Produits intermédiaires et finis                            | 28 818             |                  | 28 818             |                    |
| Marchandises  |                    |                  |                    |                    |
| <b>TOTAL Stock</b>  | <b>1 726 111</b>   |                  | <b>1 726 111</b>   | <b>1 833 952</b>   |
| <b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>             | <b>34 703</b>      |                  | <b>34 703</b>      | <b>193 610</b>     |
| Clients et comptes rattachés                                | 170 045 861        | 1 366 553        | 168 679 307        | 180 071 271        |
| Autres créances   | 6 442 008          | 499              | 6 441 509          | 6 490 681          |
| Capital souscrit et appelé, non versé                       |                    |                  |                    |                    |
| <b>TOTAL Créances</b>                                       | <b>176 487 868</b> | <b>1 367 052</b> | <b>175 120 816</b> | <b>186 561 952</b> |
| Valeurs mobilières de placement<br>(dont actions propres: ) |                    |                  |                    |                    |
| Disponibilités  | 7 367 572          |                  | 7 367 572          | 2 266 270          |
| <b>TOTAL Disponibilités</b>                                 | <b>7 367 572</b>   |                  | <b>7 367 572</b>   | <b>2 266 270</b>   |
| Charges constatées d'avance                                 | 237 281            |                  | 237 281            | 719 603            |
| <b>TOTAL Actif circulant (III)</b>                          | <b>185 853 534</b> | <b>1 367 052</b> | <b>184 486 482</b> | <b>191 575 387</b> |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)                    |                    |                  |                    |                    |
| Primes de remboursement des obligations (V)                 |                    |                  |                    |                    |
| Écarts de conversion actif (V)                              | 201 820            |                  | 201 820            | 177 342            |
| <b>Total Général (I à VI)</b>                               | <b>189 024 188</b> | <b>3 916 657</b> | <b>185 107 531</b> | <b>192 278 791</b> |

## Bilan passif

| BILAN-PASSIF  | Exercice N         | Exercice N-1       |
|---|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 15 245 )                     | 15 245             | 15 245             |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....                            |                    |                    |
| Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence : )                    |                    |                    |
| Réserve légale  |                    | 0                  |
| Réserves statutaires ou contractuelles                                  |                    |                    |
| Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours : ) |                    |                    |
| Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : )  |                    |                    |
| <b>TOTAL Réserves</b>   |                    | <b>0</b>           |
| Report à nouveau  | 19 319 746         | 0                  |
| <b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>                       | <b>2 658 166</b>   | <b>19 319 746</b>  |
| Subventions d'investissement  |                    |                    |
| Provisions réglementées   |                    |                    |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>                                       | <b>21 993 157</b>  | <b>19 334 991</b>  |
| Produit des émissions de titres participatifs                           |                    |                    |
| Avances conditionnées   |                    |                    |
| <b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)</b>                                  |                    |                    |
| Provisions pour risques   | 10 103 477         | 13 901 785         |
| Provisions pour charges   | 19 562 659         | 22 292 807         |
| <b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>                   | <b>29 666 136</b>  | <b>36 194 593</b>  |
| Emprunts obligataires convertibles                                      |                    |                    |
| Autres emprunts obligataires  |                    |                    |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit                  |                    |                    |
| Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs : )  | 0                  | 0                  |
| <b>TOTAL Dettes financières</b>   | <b>0</b>           | <b>0</b>           |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                        | 25 791 915         | 32 833 999         |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                                | 53 011 808         | 73 194 962         |
| Dettes fiscales et sociales   | 6 511 937          | 7 445 549          |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                         |                    |                    |
| Autres dettes   | 46 671 179         | 23 103 119         |
| <b>TOTAL Dettes d'exploitation</b>                                      | <b>131 986 839</b> | <b>136 577 629</b> |
| Produits constatés d'avance   | 1 415 643          | 160 113            |
| <b>TOTAL DETTES (IV)</b>  | <b>133 402 482</b> | <b>136 737 742</b> |
| Ecarts de conversion passif (V)   | 45 756             | 11 465             |
| <b>TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)</b>                                   | <b>185 107 531</b> | <b>192 278 791</b> |

## Compte de résultat

| Compte de résultat   | Exercice N   |                              |                    | Exercice N-1       |
|--|--|------------------------------|--------------------|--------------------|
|  | France   | Exportation                  | Total              |                    |
| Ventes de marchandises   |  |                              |                    |                    |
| Production vendue biens  |  | 177 801 166                  | 177 801 166        | 177 307 770        |
| Production vendue services   |  | 12 090 664                   | 12 090 664         | 24 422 581         |
| <b>Chiffres d'affaires nets</b>  |  | <b>189 891 830</b>           | <b>189 891 830</b> | <b>201 730 351</b> |
| Production stockée   |  |                              | -109 208           | -332 498           |
| Production immobilisée   |  |                              |                    |                    |
| Subventions d'exploitation   |  |                              |                    |                    |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges                       |  |                              | 8 207 763          | 4 746 086          |
| Autres produits  |  |                              | 4 055 423          | 4 571 780          |
| <b>Total des produits d'exploitation (I)</b>   |  |                              | <b>202 045 808</b> | <b>210 715 719</b> |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane)                                    |  |                              |                    |                    |
| Variation de stock (marchandises)  |  |                              |                    |                    |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) |  |                              | 8 494 830          | 16 200 538         |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements)                          |  |                              | -1 367             |                    |
| Autres achats et charges externes  |  |                              | 145 500 611        | 128 841 285        |
| Impôts, taxes et versements assimilés  |  |                              | 2 544 889          | 1 716 142          |
| Salaires et traitements  |  |                              | 26 435 530         | 27 422 828         |
| Charges sociales   |  |                              | 2 578 260          | 2 156 774          |
| <b>Dotations d'exploitation</b>  | <b>sur immobilisations</b>                         | Dotations aux amortissements | 131 313            | 242 446            |
|  |  | Dotations aux provisions     |                    |                    |
|  | Sur actif circulant : dotations aux provisions     |                              | 149 959            | 1 304 071          |
|  | Pour risques et charges : dotations aux provisions |                              | 1 749 373          | 13 622 360         |
| Autres charges   |  |                              | 3 849 521          | 7 221 395          |
| <b>Total des charges d'exploitation (II)</b>   |  |                              | <b>191 432 920</b> | <b>198 727 838</b> |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>   |  |                              | <b>10 612 888</b>  | <b>11 987 880</b>  |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III)  |  |                              |                    |                    |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)   |  |                              |                    |                    |
| Produits financiers de participations  |  |                              |                    |                    |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé               |  |                              |                    |                    |
| Autres intérêts et produits assimilés  |  |                              | 15 475             | 2 513              |
| Reprises sur provisions et transferts de charges                                       |  |                              |                    |                    |
| Différences positives de change  |  |                              | 728 640            | 813 408            |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                          |  |                              |                    |                    |
| <b>Total des produits financiers (V)</b>   |  |                              | <b>744 115</b>     | <b>815 921</b>     |
| Dotations financières aux amortissements et provisions                                 |  |                              |                    |                    |
| Intérêts et charges assimilées   |  |                              | 1 873 860          | 4 706 619          |
| Différences négatives de change  |  |                              | 7 972 316          | 63 468             |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                         |  |                              |                    |                    |
| <b>Total des charges financières (VI)</b>  |  |                              | <b>9 846 175</b>   | <b>4 770 087</b>   |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>   |  |                              | <b>-9 102 060</b>  | <b>-3 954 166</b>  |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>                                |  |                              | <b>1 510 828</b>   | <b>8 033 714</b>   |

## Compte de résultat (suite)

| Compte de résultat (suite)  | Exercice N         | Exercice N-1          |
|---|--------------------|-----------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                  |                    | 14 228 272,25         |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital                  |                    |                       |
| Reprises sur provisions et transferts de charges                  | 699 431,18         | 668 549,5350          |
| <b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>                     | <b>699 431,18</b>  | <b>14 896 821,782</b> |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion                 | 2 947,06           | 730 343,03            |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital                 |                    |                       |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions        |                    | 680 163,30            |
| <b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>                   | <b>2 947,06</b>    | <b>1 410 506,33</b>   |
| <b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>                         | <b>696 484,12</b>  | <b>13 486 315,45</b>  |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)     |                    |                       |
| Impôts sur les bénéfices (X)                                      | -450 854           | 2 200 283             |
| <b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>                     | <b>203 489 354</b> | <b>226 428 461</b>    |
| <b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>           | <b>200 831 188</b> | <b>207 108 715</b>    |
| <b>BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b> | <b>2 658 166</b>   | <b>19 319 746</b>     |

## Note 1 - Evenements majeurs de l'exercice

### **Crise sanitaire liée au COVID**

Les 30 janvier et 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a respectivement décrété que l'épidémie de coronavirus qui avait débuté en Chine en décembre 2019 était une urgence sanitaire mondiale et qu'elle était devenue une pandémie. Dans ce contexte, de nombreux gouvernements, dont celui de la France, ont été amenés pour aider à contenir et à retarder la propagation du virus à prendre une série de mesures de confinement et de réduction de la circulation. En France, les premières mesures ont été annoncées par le Président de la République le 12 mars 2020 et renforcées par une annonce du Premier Ministre le 14 mars 2020. Cette épidémie a, et aura, des conséquences économiques et financières lourdes pour de nombreuses entreprises, tant au niveau de leurs activités opérationnelles que de leur situation financière.

La propagation de la pandémie du Coronavirus dans le monde a impacté les activités du G.I.E. COGELEX . La plupart des pays ont pris des mesures de confinement qui ont forcé nos employés à changer leurs habitudes de travail, notamment en travaillant de leur domicile. Malgré ces perturbations la continuité des processus a pu être sauvegardée.

### **Prolongation exceptionnelle du délai d'approbation des comptes sociaux**

La société a obtenu du tribunal de commerce une prolongation exceptionnelle du délai d'approbation des comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2020 jusqu'au 31 octobre 2021.

## Note 2 - Description des méthodes comptables

### **Principes retenus pour l'arrêté des Comptes Annuels**

Les comptes du GIE Cogelex sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises en vigueur. Ces comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément au plan comptable général ; dans le respect des principes comptables de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2020 ont été préparés conformément aux dispositions définies par le Plan Comptable Général français issu du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au JO du 15 octobre 2014 ainsi que les règlements ANC 2015-06 et 2016-07, sans modification notable des règles comptables et des méthodes d'évaluation par rapport à l'exercice précédent.

Les mêmes principes comptables sont observés pour les établissements stables à l'étranger. Concernant les opérations réalisées par les établissements à l'étranger, au regard de leur autonomie et en application de la dérogation prévue à l'article 120-2 du PCG, leur comptabilité est intégrée par application de la méthode du cours de clôture. Les écarts de change liés à la conversion de balance des établissements stables à l'étranger sont comptabilisés en résultat financier afin de respecter au mieux le principe d'image fidèle des états financiers.

Les comptes de la société sont inclus par intégration globale dans les comptes consolidés établis par General Electric Company, dont le siège social est situé à Boston dans l'Etat du Massachusetts aux Etats-Unis.

Les comptes de la société ont été préparés selon les mêmes principes et méthodes d'évaluation appliqués au 31 décembre 2019.

### Durée et comparabilité de l'exercice social

La durée de l'exercice clos au 31 décembre 2020 est de 12 mois, identique à l'exercice précédent.

## **Note 3 - Modes et méthodes appliqués aux différents postes de bilan et du compte de résultat**

### Reconnaissance des transactions réalisées par la société mère au titre de ses contrats commerciaux

Pour le calcul du pourcentage d'avancement, la société utilise la mesure de l'avancement sur la base des coûts engagés, à condition que ces derniers reflètent des travaux raisonnablement acceptés par le client.

Cette méthode basée sur l'engagement des coûts est estimée comme plus fiable quant à la détermination de l'avancement technique, reflète davantage le processus interne de suivi de l'information financière et permet une reconnaissance du revenu plus en adéquation avec la réalité de l'exécution du contrat.

La Société réalise des ventes d'équipements et de services;

#### **Contrats de longue durée**

- ✓ L'exécution des obligations contractuelles afférentes à ces contrats se déroule généralement sur deux ou plusieurs exercices comptables.
- ✓ Le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'état d'avancement du contrat. Dorénavant l'état d'avancement est défini sur la base des coûts engagés, à condition que ces derniers reflètent des travaux raisonnablement acceptés par le client. La différence entre le chiffre d'affaires évalué en fonction de l'état d'avancement et le chiffre d'affaires comptabilisé au titre des périodes précédentes constitue le chiffre d'affaires de la période.
- ✓ Le coût de revient des contrats inclut les coûts directs (tels que matières, main d'œuvre, sous-traitance) ainsi que les coûts indirects (conduite et direction des projets). La période de garanties fait l'objet de provisions reconnues en fonction de l'avancement du chiffre d'affaires.
- ✓ Chaque contrat fait l'objet d'une revue à intervalles réguliers et la marge à terminaison (différence entre le prix de vente contractuel et le coût de revient) est réestimée sur la base des derniers éléments connus.
- ✓ S'il devient probable que le coût de revient à terminaison d'un contrat excède son chiffre d'affaires total estimé, la perte non encore constatée sur le CA non encore reconnu fait immédiatement l'objet d'une provision.

### Instruments financiers

#### **Allocation des résultats de change au compte de résultat**

Les résultats de changes sont enregistrés en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations les ayant générés.

## Comptabilisation des opérations de couverture

La société a recours à des instruments financiers de couverture pour limiter le risque d'exposition aux variations de cours des devises étrangères sur ses facturations clients ou factures fournisseurs dans lesdites devises étrangères. Pour ce faire elle procède principalement à des ventes ou achats à termes de devises étrangères souscrits en gré à gré avec des contreparties bancaires.

Les opérations en devises (achats / ventes) sont converties au cours du jour de l'opération. A la clôture, les dettes et créances sont revalorisés en contrepartie d'un écart de conversion sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Parallèlement, les gains ou pertes de changes induits par les instruments dérivés auxquels elle a recours et répondant aux critères d'instrument de couvertures sont comptabilisés, de façon symétrique à l'élément couvert au compte de résultat.

Les couvertures adossées à des factures sont revalorisées en Chiffres d'affaires ou en Achats par contrepartie des comptes « effets des dérivés » comptabilisés à l'actif du bilan (rubrique « Disponibilités ») ou au passif du bilan (rubrique « Dettes financières »).

Les reports ou déports sont intégrés au coût de l'élément couvert au compte de résultat et ne sont pas étalés sur la durée de la couverture.

## Politique de gestion du risque de change

L'objectif de la politique de gestion du risque de change consiste à protéger toutes les expositions à une devise autre que la devise fonctionnelle de chacune des entités du groupe. Cependant, la société ne fait plus systématiquement recours à des contrats de change à terme. L'usage des ordres dans le marché est donc devenu pratique courante sur certains couples de devises (principalement pour les ventes en dollars).

## Enregistrement des opérations non couvertes par des opérations à terme

Les créances et dettes libellées en devises sont converties en euros sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les pertes et gains latents sont enregistrés dans des comptes d'écart de conversion, les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques.

Fiscalement, ces écarts de conversion sont pris en compte pour la détermination du résultat imposable de l'exercice, conformément à l'article 38-4 du Code Général des Impôts. La provision pour risque est quant à elle non déductible.

## Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements ainsi que des éventuelles dépréciations constatées.

En l'absence de valeur résiduelle significative à la fin de la durée d'utilisation estimée, la base amortissable est généralement égale au coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire ou dégressif sur la base de la durée normale d'utilisation des biens considérés.

Les durées d'utilisation habituellement retenues pour des actifs acquis à l'état neuf sont les suivantes pour les catégories significatives d'immobilisations :

|                                     | Durée minimale | Durée maximale |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Constructions                       | sur 17 ans     | sur 25 ans     |
| Agencements                         | sur 8 ans      | sur 10 ans     |
| Matériels et outillages industriels | sur 5 ans      | sur 10 ans     |
| Matériels informatiques             | sur 1 an       | sur 5 ans      |
| Mobilier de bureau                  | sur 3 ans      | sur 10 ans     |
| Matériels lourds                    | sur 5 ans      | sur 10 ans     |
| Matériels de laboratoire            | sur 3 ans      | sur 5 ans      |
| Autres matériels                    | sur 5 ans      | sur 10 ans     |
| Petits outillages                   | sur 3 ans      | sur 10 ans     |

#### Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des dépôts et cautionnements. Ces créances font, le cas échéant, l'objet de dépréciation si leur recouvrement s'avère incertain au vu des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

#### Stocks et encours

Les encours sont évalués au coût standard basé sur un niveau normal d'activité. Ils sont donc dégagés sur cette base. Lorsque le résultat estimé à la fin de l'affaire est négatif, la totalité de la perte à terminaison, sous déduction de la perte déjà comptabilisée à l'avancement, est immédiatement constatée.

#### Engagements en matière de retraites et avantages similaires

Conformément aux conditions définies dans le droit du travail en Arabie Saoudite, les salariés bénéficient d'une indemnité de départ, calculée en fonction du nombre d'années de services effectuées, est versée aux salariés de l'entreprise lors de leur départ. Ces indemnités se définissent comme des régimes à prestations définies dans la mesure où la société en tant qu'employeur s'engage sur le niveau des prestations à verser à ses salariés. Ces engagements de départ sont évalués et comptabilisés conformément à la méthode 2 de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 (comptabilisation immédiate en résultat des écarts actuariels et des coûts des services passés).



Ainsi, pour déterminer la valeur actualisée, charges sociales incluses, de ses engagements, ainsi que le coût des services correspondants, la société utilise la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation nécessite l'utilisation de nombreuses hypothèses actuarielles, notamment âge de départ en retraite, taux d'actualisation et taux d'augmentation des salaires.

La provision inscrite au bilan correspond à la totalité de ces engagements sans aucun différé au titre des changements d'hypothèses actuarielles et des éventuels coûts des services passés relatifs à des modifications de régime.

La charge de l'exercice correspond:

- au coût des services rendus pendant l'exercice,
- au coût des services passés lors d'une modification, réduction ou liquidation de régime,
- à la désactualisation des engagements, et
- à la totalité de la variation des engagements résultant des changements d'hypothèses actuarielles.

Les principales hypothèses actuarielles spécifiques à la branche saoudienne et utilisées pour le calcul des provisions pour indemnités de départ sont les suivantes:

- l'âge de départ à la retraite estimé à 65 ans,
- le taux d'actualisation est de 3,25% au 31 décembre 2020 (3% au 31 décembre 2019).
- le taux d'augmentation des salaires doit être considéré comme une hypothèse à long terme et est basé sur le niveau d'inflation soit 5% en 2020 (5% au 31 décembre 2019).

### Les provisions

Des provisions sont constituées pour des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas connu de façon précise. Un passif correspond à une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue.

Le passif éventuel fait l'objet d'une information en annexe et ne donne pas lieu à constatation d'une provision, car il correspond à une obligation potentielle à la date d'établissement des comptes, ou à une obligation pour laquelle la sortie de ressources n'est ni probable ni certaine.

Ces provisions sont destinées à couvrir le cas échéant les risques suivants :

- restructurations,
- risques environnementaux,
- risques de change générés par les impacts potentiels des écarts de conversion actif calculés lors de la revalorisation des dettes et créances en devises,
- et tout autre type de risques et charges nécessitant une provision comme les litiges pour lesquels le montant provisionné tient compte des jugements passés, en cours et ou des appels à venir pour comptabiliser des provisions à hauteur de la sortie de ressource jugée comme probable par le management.

### Provisions pour Garanties :

Dans le respect du principe de prudence une provision pour garantie est constituée pour faire face aux travaux à exécuter dans le cadre de la garantie contractuelle. Elles sont chaque année complétées, utilisées ou reprises en fonction de l'actualisation des dépenses restant à engager et des charges constatées durant l'exercice.

### Provisions pour Risques sur Affaires :

Il s'agit des affaires pour lesquelles des risques de pénalités de retard, pénalités techniques (de consommation, de rendement, etc.) et autres risques de toute nature apparaissent, contractuellement, pouvant être imputés au groupement. Il s'agit également de provisions pour pertes sur contrats

### Provisions pour affaires contentieux :

Il s'agit des affaires pour lesquelles la procédure d'arbitrage ou judiciaire est déclenchée, soit par le tiers, soit par nous-mêmes, qu'il s'agisse de clients ou de fournisseurs, tiers divers, personnel, etc.

Le montant à provisionner résulte, au cas par cas, d'une appréciation du risque en fonction des données techniques et juridiques des affaires concernées.

### Provisions pour coûts de restructuration :

Le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge lorsque celles-ci ont été décidées avant la clôture de l'exercice et ont fait l'objet d'une annonce aux tiers concernés.

### Créances et dettes - Factoring

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Le fait générateur des créances est défini au cas par cas dans les contrats de vente.

Les créances sont le cas échéant dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêt des comptes et également pour tenir compte de leur antériorité.

Les provisions liées aux créances douteuses ou litigieuses sont basées sur une évaluation du risque créance par créance, en fonction de la situation du débiteur ou du désaccord et des éléments factuels tels que mise en redressement du client, relances écrites répétées, notification d'un litige.

Depuis le 2 novembre 2015, la Société a mis en place un contrat d'affacturage avec recours avec la société GE Capital Funding. Les commissions d'affacturage se sont élevées à 1 594 K€ en 2020 et ont été comptabilisées en charges financières, en l'absence d'indication par le factor de la distinction entre intérêts et commissions.

Au 31 décembre 2020, le montant des créances cédées à rembourser au factor se monte à 45 138 K €.

## Note 4 - Répartition du chiffre d'affaires par destination

Le Chiffre d'affaires de l'exercice s'est réparti de la façon suivante :

| Ventilation du chiffre d'affaires   | Exercice N         | Exercice N-1       | Variation     |
|-------------------------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| Répartition par secteur d'activité  |                    |                    |               |
| Ventes de marchandises              |                    |                    |               |
| Production vendue biens             | 177 801 166        | 177 307 770        | 0,28%         |
| Production vendue services          | 12 090 664         | 24 422 581         | -50,49%       |
| Répartition par marché géographique |                    |                    |               |
| Chiffres d'affaires nets-France     |                    |                    |               |
| Chiffres d'affaires nets-Export     | 189 891 830        | 201 730 351        | - 5,87%       |
|                                     | <b>189 891 830</b> | <b>201 730 351</b> | <b>-5,87%</b> |

## Note 5 - Résultat financier

| Rubriques  | Exercice N          |                     |                    | Exercice N-1      |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|-------------------|
|  | produits financiers | charges financières | montant net        | montant net       |
| Intérêts   | 15 475              | - 1 873 860         | - 1 858 384        | -4 704 106        |
| Résultat de change   | 728 640             | -7 972 316          | - 7 243 676        | 749 940           |
| Dividendes reçus   |                     |                     |                    |                   |
| Dotations et reprises de dépréciation actif à caractère financier      |                     |                     |                    |                   |
| Dotations et reprises de provisions pour risques à caractère financier |                     |                     |                    |                   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>744 115</b>      | <b>- 9 846 175</b>  | <b>- 9 102 060</b> | <b>-3 954 166</b> |

Le résultat financier s'élève à -9.1 m€ contre - 3.9 m€ au titre de l'exercice précédent. Cette dégradation est due essentiellement à l'impact de change moins favorable .

## Note 6 - Résultat exceptionnel

| Rubriques  | Exercice N        | Exercice N-1          |
|--|-------------------|-----------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion           |                   | 14 228 272,25         |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital           |                   |                       |
| Reprises sur provisions et transferts de charges           | 699 431,18        | 668 549,5350          |
| <b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>              | <b>699 431,18</b> | <b>14 896 821,782</b> |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion          | 2 947,06          | 730 343,03            |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital          |                   |                       |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions |                   | 680 163,30            |
| <b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>            | <b>2 947,06</b>   | <b>1 410 506,33</b>   |
| <b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)</b>                   | <b>696 484,12</b> | <b>13 486 315,45</b>  |

Le résultat exceptionnel est un gain sur cet exercice de 696 K€.

Le gain exceptionnel de l'exercice 2019 de 13,4 m€ était lié principalement à l'impact de la correction d'erreur liée à l'établissement stable en Lybie.

## Note 7 - Impôts sur les bénéfices

Le groupement est constitué sous la forme d'un groupement d'intérêt général. Son résultat remonte par transparence fiscale pour être imposé au niveau de ses associés.

## Note 8 - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

| Cadre A                            | IMMOBILISATIONS  |      | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations     |                                     |                  |
|------------------------------------|--|------|-------------------------------------|-------------------|-------------------------------------|------------------|
|                                    |  |      |                                     | Réévaluation      | Acqu. et apports                    |                  |
|                                    | Frais d'établissement et de développement                              | (I)  |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Autres postes d'immobilisations incorporelles                          | (II) |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Terrains   |      |                                     |                   |                                     |                  |
| Constructions                      | Sur sol propre   |      | 20 011                              |                   | 0                                   |                  |
|                                    | Sur sol d'autrui   |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Installations générales, agencements et aménagements des constructions |      | 1 028 632                           |                   | 0                                   |                  |
|                                    | Installations techniques, matériel et outillage industriels            |      | 1 508 660                           |                   | 31 872                              |                  |
| Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers              |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Matériel de transport  |      | 104 789                             |                   | 0                                   |                  |
|                                    | Matériel de bureau et mobilier informatique                            |      | 417 419                             |                   | 0                                   |                  |
|                                    | Emballages récupérables et divers                                      |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Immobilisations corporelles en cours                                   |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Avances et acomptes  |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | <b>TOTAL (III)</b>   |      | <b>3 079 511</b>                    |                   | <b>31 872</b>                       |                  |
|                                    | Participations évaluées par mise en équivalence                        |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Autres participations  |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Autres titres immobilisés  |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Prêts et autres immobilisations financières                            |      | 73 391                              |                   | 28 545                              |                  |
|                                    | <b>TOTAL (IV)</b>  |      | <b>73 391</b>                       |                   | <b>28 545</b>                       |                  |
|                                    | <b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>                               |      | <b>3 152 902</b>                    |                   | <b>60 417</b>                       |                  |
| Cadre B                            | IMMOBILISATIONS  |      | Diminutions                         |                   | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation     |
|                                    |  |      | Virement                            | Cession           |                                     | Valeur d'origine |
|                                    | Frais d'établissement et de développement                              | (I)  |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Autres postes d'immobilisations incorporelles                          | (II) |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Terrains   |      |                                     |                   |                                     |                  |
| Constructions                      | Sur sol propre   |      |                                     | 1 588,73          | 18 423                              |                  |
|                                    | Sur sol d'autrui   |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Installations générales, agencements et aménagements des constructions |      |                                     | 81 664,14         | 946 968                             |                  |
|                                    | Installations techniques, matériel et outillage industriels            |      |                                     | 119 774,11        | 1 420 758                           |                  |
| Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers              |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Matériel de transport  |      |                                     | 8 319,28          | 96 469                              |                  |
|                                    | Matériel de bureau et mobilier informatique                            |      |                                     | 33 139,33         | 384 280                             |                  |
|                                    | Emballages récupérables et divers                                      |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Immobilisations corporelles en cours                                   |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Avances et acomptes  |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | <b>TOTAL (III)</b>   |      |                                     | <b>244 485,59</b> | <b>2 866 897</b>                    |                  |
|                                    | Participations évaluées par mise en équivalence                        |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Autres participations  |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Autres titres immobilisés  |      |                                     |                   |                                     |                  |
|                                    | Prêts et autres immobilisations financières                            |      |                                     |                   | 101 936                             |                  |
|                                    | <b>TOTAL (IV)</b>  |      |                                     |                   | <b>101 936</b>                      |                  |
|                                    | <b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>                               |      |                                     | <b>244 485,59</b> | <b>2 968 833</b>                    |                  |

Les actifs immobilisés ne font pas l'objet de nantissements ou d'hypothèques.

Le GIE Cogelex ne dispose d'aucune immobilisation incorporelle.

Les immobilisations corporelles concernent :

- des agencements et aménagements des locaux loués en Arabie Saoudite par l'unité SAU.
- du matériel informatique et du mobilier.

Les immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements.

### Amortissements

| Immobilisations amortissables                     |  | Début d'exercice | Augment.       | Diminutions    | Fin de l'exercice |
|---|--|------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Frais d'établissement et de développement         | (I)  |                  |                |                |                   |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles     | (II)   |                  |                |                |                   |
| Terrains  |  |                  |                |                |                   |
| Constructions                                     | Sur sol propre                               | 7 218            | 961            | 573            | 7 606             |
|   | Sur sol d'autrui                             |                  |                |                |                   |
|   | Installations générales, agencements         | 1 028 632        | 0              | 81 664         | 946 968           |
| Installations techniques, matériels et outillages |  | 1 102 334        | 116 145        | 87 515         | 1 130 963         |
| Autres immobilisations corporelles                | Installations générales, agencements divers  |                  |                |                |                   |
|   | Matériel de transport                        | 78 071           | 7 916          | 6 198          | 79 788            |
|   | Matériel de bureau, informatique et mobilier | 410 586          | 6 291          | 32 597         | 384 280           |
|   | Emballages récupérables et divers            |                  |                |                |                   |
| <b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)</b>    |  | <b>2 626 840</b> | <b>131 313</b> | <b>208 548</b> | <b>2 549 605</b>  |
| <b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>               |  | <b>2 626 840</b> | <b>131 313</b> | <b>208 548</b> | <b>2 549 605</b>  |

### Note 9 - Stocks et en cours

| Rubriques                        | Exercice N       |               |                  | Exercice N-1     |
|----------------------------------|------------------|---------------|------------------|------------------|
|                                  | Montant brut     | Dépréciations | Montant net      | Montant net      |
| Matières premières               | 1 367            |               | 1 367            |                  |
| En-cours de production biens     | 1 695 925        |               | 1 695 925        | 1 833 952        |
| En-cours production de services  |                  |               |                  |                  |
| Produits intermédiaires et finis | 28 818           |               | 28 818           |                  |
| Marchandises                     |                  |               |                  |                  |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>1 726 111</b> |               | <b>1 726 111</b> | <b>1 833 952</b> |

Le montant net des en-cours au 31 décembre 2020 est de 1.7 m€. Au 31 décembre 2019 , il était de 1.8 m€, soit une diminution de 0.1 m€.

## Note 10 - Créances clients et comptes rattachés et autres créances

| Rubriques                                  | Exercice N         |                    |                    | Exercice N-1       |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|  | Montant brut       | Dépréciations      | Montant net        | Montant net        |
| Clients facturations émises                | 170 045 861        | -1 366 553         | 168 679 307        | 179 870 736        |
| Clients facturations à emettre             |                    |                    |                    | 200 535            |
| <b>Créances clients et cptes rattachés</b> | <b>170 045 861</b> | <b>- 1 366 553</b> | <b>168 679 307</b> | <b>180 071 271</b> |
| Autres créances                            | 6 442 008          | -499               | 6 441 509          | 6 490 681          |
| Capital souscrit et appelé , non versé     |                    |                    |                    |                    |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>176 487 868</b> | <b>- 1 367 052</b> | <b>175 120 816</b> | <b>186 561 952</b> |

## Note 11 - Echancier des créances

|  |                               | Etat des créances | Montant brut       | A un an au plus    | A plus d'un an |
|--|-------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations             |                               |                   |                    |                    |                |
| Prêts  |                               |                   |                    |                    |                |
| Autres immobilisations financières                   |                               |                   | 101 936            | 101 936            |                |
| <b>TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE</b> |                               |                   | <b>101 936</b>     | <b>101 936</b>     |                |
| Clients douteux ou litigieux                         |                               |                   |                    |                    |                |
| Autres créances clients                              |                               |                   | 170 045 861        | 170 045 861        |                |
| Créances représentatives de titres prêtés            | Prov pour dép ant constitués. |                   |                    |                    |                |
| Personnel et comptes rattachés                       |                               |                   | 525 063            | 525 063            |                |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux        |                               |                   |                    |                    |                |
| Etat et autres collectivités publiques               | Impôts sur les bénéfices      |                   | 1 643 824          | 1 643 824          |                |
|  | Taxe sur la valeur ajoutée    |                   | 3 973 140          | 3 973 140          |                |
|  | Autres impôts                 |                   |                    |                    |                |
|  | Etat - divers                 |                   |                    |                    |                |
| Groupes et associés                                  |                               |                   |                    |                    |                |
| Débiteurs divers                                     |                               |                   | 299 981            | 299 981            |                |
| <b>TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT</b>      |                               |                   | <b>176 487 868</b> | <b>176 487 868</b> |                |
| Charges constatées d'avance                          |                               |                   | 237 281            | 237 281            |                |
| <b>TOTAL DES CREANCES</b>                            |                               |                   | <b>176 827 085</b> | <b>176 827 085</b> |                |
| Prêts accordés en cours d'exercice                   |                               |                   |                    |                    |                |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice           |                               |                   |                    |                    |                |
| Prêts et avances consentis aux associés              |                               |                   |                    |                    |                |

## Note 12 – Disponibilités

Au total les disponibilités s'élèvent à 7 368 k€.

La centralisation de trésorerie est gérée par la société GE Treasury Services Industrial Ireland Unlimited Company .

Les opérations de centralisation de trésorerie au niveau du groupe via le «cash pooling» sont comptabilisées dans les comptes relatifs aux banques, en contrepartie du compte courant avec GE Treasury Services Industrial Ireland Unlimited Company.

Les positions de trésorerie figurant au bilan reflètent le décalage entre dates d'opération et dates de valeur du «cash pooling», ainsi que les positions bancaires des établissements stables à l'étranger ne bénéficiant pas du «cash pooling» automatique.

## Note 13 - Capitaux propres

### Capital social

Le capital social est composé au 31décembre 2020 de 1 000 actions d'une valeur nominale de 15,24 €.

### Liste des actionnaires

| Actionnaire                 | Nombre de titres | % de capital |
|-----------------------------|------------------|--------------|
| GE GRID Alliance Holding BV | 500              | 50 %         |
| GRID SOLUTIONS SAS          | 500              | 50 %         |
| <b>TOTAL</b>                | <b>1 000</b>     | <b>100 %</b> |



Variation des capitaux propres

| CAPITAUX PROPRES                             | Ouverture         | Augment.         | Diminut. | Distribut. dividendes | Affectation du résultat N-1 | Apports et fusions | Clôture           |
|--|-------------------|------------------|----------|-----------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel                 | 15 245            |                  |          |                       |                             |                    | 15 245            |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, .... |                   |                  |          |                       |                             |                    |                   |
| Ecart de réévaluation                        |                   |                  |          |                       |                             |                    |                   |
| Réserve légale                               | 0                 |                  |          |                       |                             |                    | 0                 |
| Réserves statutaires ou contractuelles       |                   |                  |          |                       |                             |                    |                   |
| Réserves réglementées                        |                   |                  |          |                       |                             |                    |                   |
| Autres réserves                              |                   |                  |          |                       |                             |                    |                   |
| Report à nouveau                             | 0                 |                  |          |                       | 19 319 746                  |                    | 19 319 746        |
| Résultat de l'exercice                       | 19 319 746        | 2 658 166        |          |                       | -19 319 746                 |                    | 2 658 166         |
| Subventions d'investissement                 |                   |                  |          |                       |                             |                    |                   |
| Provisions réglementées                      |                   |                  |          |                       |                             |                    |                   |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>                | <b>19 334 991</b> | <b>3 842 235</b> |          |                       | <b>0</b>                    |                    | <b>21 993 157</b> |

## Note 14 - Provisions pour risques et charges et dépréciations

| Nature des provisions                                  | Début de l'exercice | Dotations        | Reprises         | Fin de l'exercice |
|--|---------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Provisions gisements miniers et pétroliers             |                     |                  |                  |                   |
| Provisions investissements                             |                     |                  |                  |                   |
| Provisions pour hausse des prix                        |                     |                  |                  |                   |
| Amortissements dérogatoires                            |                     |                  |                  |                   |
| - Dont majorations exceptionnelles de 30%              |                     |                  |                  |                   |
| Provisions implantation étranger avant 1.1.1992        |                     |                  |                  |                   |
| Provisions implantation étranger après 1.1.1992        |                     |                  |                  |                   |
| Provisions pour prêts d'installation                   |                     |                  |                  |                   |
| Autres provisions réglementées                         |                     |                  |                  |                   |
| <b>TOTAL (I)</b>                                       |                     |                  |                  |                   |
| Provisions pour litige                                 |                     |                  |                  |                   |
| Provisions pour garantie                               | 12 250 312          | 857 850          | 4 184 558        | 8 923 603         |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme             | 864 517             | 280 606          | 598 410          | 546 713           |
| Provisions pour amendes et pénalités                   | 603 983             |                  | 172 726          | 431 257           |
| Provisions pour pertes de change                       | 177 342             | 201 820          | 177 342          | 201 820           |
| Provisions pour pensions                               | 14 822 366          | 271 837          | 2 439 231        | 12 654 972        |
| Provisions pour impôts                                 | 7 172 365           | 0                | 699 431          | 6 472 934         |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations     |                     |                  |                  |                   |
| Provisions pour gros entretien                         |                     |                  |                  |                   |
| Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer |                     |                  |                  |                   |
| Autres provisions pour risques et charges              | 303 709             | 136 760          | 5 633            | 434 836           |
| <b>TOTAL (II)</b>                                      | <b>36 194 593</b>   | <b>1 748 874</b> | <b>8 277 331</b> | <b>29 666 135</b> |
| Provisions sur immobilisations incorporelles           |                     |                  |                  |                   |
| Provisions sur immobilisations corporelles             |                     |                  |                  |                   |
| Provisions sur titres mis en équivalence               |                     |                  |                  |                   |
| Provisions sur titres de participation                 |                     |                  |                  |                   |
| Provisions sur autres immos financières                |                     |                  |                  |                   |
| Provisions sur stocks                                  |                     |                  |                  |                   |
| Provisions sur comptes clients                         | 1 808 100           | 149 959          | 591 505          | 1 366 553         |
| Autres provisions pour dépréciations                   |                     | 499              |                  | 499               |
| <b>TOTAL (III)</b>                                     | <b>1 808 100</b>    | <b>150 458</b>   | <b>591 505</b>   | <b>1 367 052</b>  |
| <b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>                    | <b>38 002 693</b>   | <b>1 899 331</b> | <b>8 868 837</b> | <b>31 033 188</b> |
| Dont dotations et reprises d'exploitation              |                     | 1 899 332        | 8 169 405        |                   |
| Dont dotations et reprises financières                 |                     |                  |                  |                   |
| Dont dotations et reprises exceptionnelles             |                     |                  | 699 431          |                   |
| dépréciations des titres mis en équivalence            |                     |                  |                  |                   |

## Note 15 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

| Rubriques                                       | Exercice N        | Exercice N-1      |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>DETTES EXPLOITATION</b>                      |                   |                   |
| Fournisseurs, factures parvenues                | 39 891 425        | 61 691 898        |
| Fournisseurs, factures non parvenues            | 13 120 383        | 11 503 063        |
| <b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b> | <b>53 011 808</b> | <b>73 194 961</b> |
| Dettes fiscales et sociales                     | 6 511 937         | 7 445 549         |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>59 723 745</b> | <b>80 640 510</b> |

## Note 16 - Echancier des dettes

|  | Etat des dettes   | Montant brut       | A un an au plus                                  | A plus d'un an et - de cinq ans | A plus de cinq ans |
|--|---|--------------------|--|---------------------------------|--------------------|
|  | Emprunts obligataires convertibles                                      |                    |  |                                 |                    |
|  | Autres emprunts obligataires  |                    |  |                                 |                    |
|  | Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine |                    |  |                                 |                    |
|  | Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine  |                    |  |                                 |                    |
|  | Emprunts et dettes financières divers                                   |                    |  |                                 |                    |
|  | Fournisseurs et comptes rattachés                                       | 53 011 808         | 53 011 808                                       |                                 |                    |
|  | Personnel et comptes rattachés  | 917 188            | 917 188  |                                 |                    |
|  | Sécurité sociale et autres organismes sociaux                           | 89 910             | 89 910   |                                 |                    |
| Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices  | 143 217            | 143 217  |                                 |                    |
|  | Taxe sur la valeur ajoutée  | 5 354 310          | 5 354 310  |                                 |                    |
|  | Obligations cautionnées   |                    |  |                                 |                    |
|  | Autres impôts   | 7 312              | 7 312  |                                 |                    |
|  | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                         |                    |  |                                 |                    |
|  | Groupes et associés   | 46 608 830         | 46 608 830                                       |                                 |                    |
|  | Autres dettes   | 62 349             | 62 349   |                                 |                    |
|  | Dettes représentatives de titres empruntés                              |                    |  |                                 |                    |
|  | Produits constatés d'avance   | 1 415 642,69       | 1 415 642,69                                     |                                 |                    |
|  | <b>TOTAL DES DETTES</b>   | <b>107 610 567</b> | <b>107 610 567</b>                               |                                 |                    |
|  | Emprunts souscrits en cours d'exercice                                  |                    | Emprunts auprès des associés personnes physiques |                                 |                    |
|  | Emprunts remboursés en cours d'exercice                                 |                    |  |                                 |                    |

## Note 17- Effectifs

### Effectifs de la société

| Effectif                                   | N          | N-1        |
|--|------------|------------|
| Ingénieurs et Cadres                       | 166        | 205        |
| Employés techniciens at agents de maitrise | 85         | 112        |
| Ouvriers                                   | 0          | 0          |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>251</b> | <b>317</b> |

### Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs au titre de leurs mandats.

## Note 18 - Instruments financiers de couverture

| montants en K€             | Exercice N                        |                                     |                                     | Exercice N-1                      |                                     |                                     |
|----------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
|                            | Montant notionnel des instruments | Instruments à juste valeur positive | Instruments à juste valeur negative | Montant notionnel des instruments | Instruments à juste valeur positive | Instruments à juste valeur negative |
| Achats à terme             | 97 464 247                        | 925 838                             | - 79 950                            | 40 876 623                        | 82 684                              | -330 369                            |
| Ventes à terme             | 148 856 480                       | 389 825                             | - 2 179 082                         | 153 739 594                       | 566 363                             | -45 989                             |
| <b>TOTAL JUSTES VALEUR</b> | <b>246 320 727</b>                | <b>1 315 662</b>                    | <b>- 2 259 032</b>                  | <b>194 616 217</b>                | <b>649 047</b>                      | <b>-376 358</b>                     |

## Note 19 - Engagements hors bilan

Engagement au titre des cautions bancaires et garanties de société-mère délivrées aux clients et aux fournisseurs de la société

| Montants en milliers d'euros | Encours N     | Encours N-1   |
|------------------------------|---------------|---------------|
| Garanties clients            | 44 942        | 76 836        |
| Garanties fournisseurs       | 1 131         | 1 231         |
| Garanties société mère       |               | 0             |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>46 073</b> | <b>78 067</b> |

Engagements de crédits-baux

Néant.

## Note 20 - Montants des opérations avec des entreprises liées

Toutes les transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

## Note 21 - Montants des honoraires des CAC figurant au compte de résultat

Le montant des honoraires lié au contrôle légal des comptes s'élève à 25 000 €.

## Note 22 - Evénements postérieurs à la clôture

### **Taux de conversion**

Au cours de l'année 2021, le taux de conversion entre la devise Dinar Lybien et l'euro a fortement fluctué (1,638 au 31 décembre 2020 contre 5,3404 au 31 Août 2021).

Si cette fluctuation se maintient à la clôture de l'exercice 2021 et compte tenu de l'enregistrement des capitaux propres au cout historique, la conversion de la comptabilité de l'établissement Libyen pourrait conduire à la constatation d'une charge financière de l'ordre de 8,7 millions d'euros.

### **Factoring**

Le contrat de factoring avec GE Capital a pris fin au cours du 1er trimestre 2021.

**COGELEX**  
GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE  
au capital de 15.244,90 euros  
Siège social : 204 Rond-Point du Pont de Sèvres  
92100 Boulogne-Billancourt  
Immatriculé au R.C.S. de NANTERRE sous le N°C 313 104 572

**PROCES-VERBAL DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DU 20 OCTOBRE 2021**

L'an deux mil vingt un et le 20 octobre à dix heures,

Les membres du Groupement d'Intérêt Economique "COGELEX", au capital de 15.244,90 euros, divisé en 1.000 parts d'intérêt de 15,2449 euros chacune, dont le siège social est : 204 Rond-Point Pont de Sèvres - 92100 Boulogne-Billancourt, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire, sur convocation de l'Administrateur Unique, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du rapport de l'Administrateur unique,
- Approbation du rapport du contrôleur de gestion,
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et quitus aux Administrateurs,
- Affectation des résultats,
- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes titulaire,
- Renouvellement du mandat d'un administrateur,
- Démission d'un administrateur,
- Pouvoirs à l'administrateur unique en matière de cautions, avals et garanties,
- Pouvoir pour les formalités.

**SONT PRESENTES :**

- GE Grid Alliance B.V., société de droit néerlandais, au capital de 16 962 963,81 €, dont le siège social est à Bergschot 69/2, 4817PA, Breda, Pays-Bas, immatriculée sous le numéro 50750445, représentée par Monsieur Guillaume ZAGDOUN, Administrateur, et Monsieur Ernst KRAAIJ, Administrateur,
- Grid Solutions SAS, société par actions simplifiée au capital de 21 200 000 €, dont le siège social est à 204 Rond-Point du Pont de Sèvres - 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 389 191 800, représentée par Monsieur Philippe ROUSSEL.

Il a été établi une feuille de présence à laquelle sont annexés le cas échéant les pouvoirs des membres représentés par des mandataires et qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée procède à la composition de son bureau et désigne en qualité de Président, Monsieur Mazen Hamadallah qui accepte.

Madame Vanessa Heleschewitz, juriste, assure le secrétariat de l'Assemblée, conformément à l'Article 10 du Contrat de Groupement.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que la totalité des membres du Groupement sont présents.

En conséquence, le Président déclare que l'Assemblée peut valablement délibérer, conformément aux dispositions de l'article 10 du Contrat de Groupement.

Monsieur Jacques-Oliver Dezombre, Contrôleur de Gestion est absent et excusé.

Le cabinet KPMG, Commissaire aux Comptes, est absent et excusé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des Membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence de l'Assemblée à laquelle sont joints les pouvoirs des Membres représentés,
- l'inventaire, le bilan, le compte de résultats et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2020,
- le rapport de l'administrateur unique sur l'activité du Groupement sur l'exercice clos au 31 décembre 2020,
- le rapport du Contrôleur de Gestion sur l'exercice clos au 31 décembre 2020,
- le rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 31 décembre 2020,
- le texte des résolutions proposées à l'Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents devant être communiqués aux Membres leur ont été adressés et ont été tenus à leur disposition au siège, dans les délais prévus.

Puis, il donne lecture du rapport de l'administrateur unique sur la marche du Groupement pendant l'exercice écoulé et sur sa situation à la date du 31 décembre 2020 et lecture du rapport du Contrôleur de Gestion.

Après échanges de diverses observations et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes découlant de l'ordre du jour :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale des Membres, après avoir entendu la lecture des rapports de l'administrateur unique, du Contrôleur de Gestion et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2020, approuve les rapports de l'administrateur unique et du Contrôleur de Gestion ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils ont été arrêtés et présentés.

En conséquence, l'Assemblée donne aux Administrateurs, quitus entier et sans réserve de leur gestion pour l'exercice écoulé.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



**DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale des Membres décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice écoulé qui se solde par un profit de 2 658 165,57 euros entre les Membres du Groupement, proportionnellement au nombre de parts détenues par ceux-ci, conformément à l'article 17 du Contrat de Groupement, soit :

|                                      |                           |
|--------------------------------------|---------------------------|
| - à la société GE Grid Alliance B.V. | 1 329 082,78 euros        |
| - à la société Grid Solutions SAS    | 1 329 082,79 euros        |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>2 658 165,57 euros</b> |

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale prend acte de l'expiration du mandat de commissaire aux comptes titulaire du Cabinet KPMG SA, à l'issue des présentes décisions. L'Assemblée Générale décide de nommer, en remplacement du Cabinet KPMG SA, en qualité de nouveau commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026 :

Le Cabinet Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide – 92908 Paris La Défense Cedex,  
572 028 041 RCS Nanterre.

**QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Monsieur Alain Barbier de son mandat d'administrateur. Elle décide de ne pas procéder à son remplacement, le nombre d'administrateur demeure suffisant au regard du minimum fixé par le contrat de Groupement, Monsieur Mazen HAMADALLAH devenant Administrateur unique conformément à l'article 11 du Contrat de groupement d'intérêt économique

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**CINQUIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, étant rappelé que Monsieur Mazen HAMADALLAH avait souhaité démissionner mais n'avait finalement pas donné suite, de sorte qu'il avait continué à exercer les fonctions d'administrateur de la Société, prend acte que Monsieur Mazen HAMADALLAH a poursuivi son mandat d'administrateur de la Société.

L'Assemblée Générale des Membres décide de reconduire pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026, le mandat d'administrateur de Monsieur Mazen HAMADALLAH.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

#### **SIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale des Membres décide d'autoriser Monsieur Mazen HAMADALLAH, pour une durée d'un an, à consentir au nom du Groupement, avec faculté de substitution, des cautions, avals et garanties en vue de garantir des engagements de sociétés ou d'entités tierces, sous réserve que les engagements concernés ne dépassent pas au total le montant de 200 millions d'euros (deux cents millions d'euros) pour la période susvisée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

#### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale des Membres confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer les formalités de publicité et de dépôt prévues par la loi, et les règlements.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à treize heures.

De tout ce que dessus il a été dressé, le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Monsieur Mazen Hamadallah  
Président

DocuSigned by:  
*Mazen Hamadallah*  
0A8526985C194D6...

Madame Vanessa Heleschewitz  
Secrétaire

DocuSigned by:  
*Vanessa Heleschewitz*  
9000E51798DF4E2...